

**Dynamiques endogènes et exogènes contemporaines de la  
« renaissance rurale » : un essai typologique des régions  
françaises, espagnoles et italiennes**

***Contemporary endogenous and exogenous dynamics of “rural  
renaissance”: A regional typology essay of France, Spain and  
Italy***

***Dinámicas endógenas y exógenas contemporáneas del  
“renacimiento rural”: Un ensayo tipológico de las regiones  
francesas, españolas e italianas***

Pascal CHEVALIER and Marc DEDEIRE

Volume 61, Number 174, December 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1053665ar>  
DOI: <https://doi.org/10.7202/1053665ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)  
1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

CHEVALIER, P. & DEDEIRE, M. (2017). Dynamiques endogènes et exogènes contemporaines de la « renaissance rurale » : un essai typologique des régions françaises, espagnoles et italiennes. *Cahiers de géographie du Québec*, 61(174), 529–551. <https://doi.org/10.7202/1053665ar>

Article abstract

If the rural renaissance, made prominent by the French geographer Bernard Kayser, is today largely generalized in the countryside of Mediterranean countries, it is still inscribed differently in space and time. While various national studies analyze this recomposition of rural space essentially through residential logics, they conceal a reality that is now much more complex. This article proposes to renew, even to reinterpret, the reading of the rural recomposition, in its most varied forms, through a comparative typological analysis of three countries located in Mediterranean Europe: France, Spain and Italy. More generally, it proposes to measure the role of endogenous factors in explaining the contemporary rural demographic recomposition by presenting multivariate statistical mapping work, on the scale of rural departments or provinces. This should highlight the complexity and the spatial differentiation of socio-economic integration in rural areas.

# Dynamiques endogènes et exogènes contemporaines de la « renaissance rurale » : un essai typologique des régions françaises, espagnoles et italiennes

*Contemporary endogenous and exogenous dynamics of “rural renaissance”: A regional typology essay of France, Spain and Italy*

*Dinámicas endógenas y exógenas contemporáneas del “renacimiento rural”:  
Un ensayo tipológico de las regiones francesas, españolas e italianas*

---

Pascal CHEVALIER  
UMR 5281 ART-Dev, Université Paul Valéry  
pascal.chevalier@univ-montp3.fr

Marc DEDEIRE  
UMR 5281 ART-Dev, Université Paul Valéry  
marc.dedeire@univ-montp3.fr

---

## Résumé

Si la renaissance rurale, chère au géographe français Bernard Kayser, est aujourd’hui en grande partie généralisée dans les campagnes des pays méditerranéens, elle s’inscrit encore de manière très différenciée dans l’espace et dans le temps. Alors que les différentes études nationales amènent à lire cette recomposition de l’espace rural essentiellement à partir de logiques résidentielles, elles occultent une réalité désormais bien plus complexe. Dans cet article, nous proposons de renouveler, voire réinterpréter, la lecture de la recomposition rurale, dans ses formes les plus variées, par une analyse typologique comparative à l’échelle de trois pays de l’Europe méditerranéenne, la France, l’Espagne et l’Italie. Plus largement, nous voulons mesurer la part des facteurs endogènes explicatifs de la recomposition démographique contemporaine rurale en présentant un travail de cartographie statistique multivariée à l’échelle des départements ou provinces rurales qui rendra compte de la complexité et de la différenciation spatiale des formes d’intégration socioéconomique des territoires ruraux.

## Mots-clés

Rural, trajectoires, typologie, recomposition, développement.

## Abstract

If the rural renaissance, made prominent by the French geographer Bernard Kayser, is today largely generalized in the countryside of Mediterranean countries, it is still inscribed differently in space and time. While various national studies analyze this recomposition of rural space essentially through residential logics, they conceal a reality that is now much more complex. This article proposes to renew, even to reinterpret, the reading of the rural recomposition, in its most varied forms, through a comparative typological analysis of three countries located in Mediterranean Europe: France, Spain and Italy. More generally, it proposes to measure the role of endogenous factors in explaining the contemporary rural demographic recomposition by presenting multivariate statistical mapping work, on the scale of rural departments or provinces. This should highlight the complexity and the spatial differentiation of socio-economic integration in rural areas.

## Keywords

Rural, trajectories, typology, recomposition, development.



## Resumen

Hoy en día, el renacimiento rural, tan caro al geógrafo francés Bernard Kayser, está casi generalizado en la campiña de los países mediterráneos, sin embargo, su registro varía en el espacio y en el tiempo. Mientras que los diferentes estudios nacionales conducen a comprender la recomposición del espacio rural a partir de lógicas residenciales, disimulan también una realidad altamente compleja. En este artículo, nuestra intención es poder innovar y hasta reinterpretar la lectura de la recomposición rural, según sus múltiples variaciones, gracias a un análisis tipológico comparativo a escala de tres países de Europa Mediterránea, Francia, España e Italia. Extensivamente, deseamos medir el peso de los factores endógenos explicativos, en la recomposición demográfica rural contemporánea. Presentamos aquí, un trabajo cartográfico estadístico multivariado a escala departamental o provincial rural, lo que mostrará la complejidad y la diferencia espacial de formas de integración socio-económica de los territorios rurales.

## Palabras claves

Rural, trayectorias, tipología, recomposición, desarrollo.

## Introduction

Si la Renaissance rurale chère à Bernard Kayser (Kayser, 1990 ; Kayser *et al.*, 1994) semble aujourd'hui en grande partie généralisée en Europe (notamment en termes d'attractivité démographique), elle s'inscrit encore de manière très différenciée dans l'espace et dans le temps (Terluin, 2003 ; Berger *et al.*, 2005 ; Hirczak *et al.*, 2011 ; McDonagh *et al.*, 2015). Pourtant, les différents diagnostics territoriaux, menés entre autres par la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR) en France (2012) et par les instituts de statistiques espagnols et italiens depuis une vingtaine d'années, conduisent à lire cette recomposition contemporaine de l'espace rural très souvent, et de manière lissée, à partir de logiques résidentielles généralisées (INRETS, 2007 ; Davezies, 2009 ; Davezies et Talandier, 2014). La plupart des études prospectives tendent à réduire la lecture des changements en cours à des facteurs purement exogènes comme l'extension urbaine généralisée. Or, la situation est tout autre.

Les trajectoires de diversification socioéconomique des territoires ruraux, pourtant *a priori* engagées dans un processus de convergence, dessinent en fait, à l'échelle européenne, de forts contrastes spatiaux. Ces trajectoires ne sont pas homogènes et malgré les grandes tendances qui semblent se dessiner, comme l'extension de la fonction touristique ou la périurbanisation, ces campagnes semblent nettement se différencier dans leur organisation et leur structuration même (Perrier-Cornet, 2004). Alors que certaines se marginalisent, d'autres, au contraire, fondent leur intégration ou leur réintégration sur l'innovation et la valorisation de leurs ressources comme sur le transfert de fonds financiers venant de l'extérieur de leur territoire (Mathieu, 1990 ; Diry, 1999 ; Chevalier 2002 ; Davezies, 2009 ; Blázquez, 2013 ; Hochedez et Maillocq, 2015).

L'émergence de nouveaux rapports sociaux dans les espaces ruraux prend des formes très diverses dans un ensemble territorial très composite. En effet, ces nouveaux rapports modifient ou confortent le profil des activités et des fonctions rurales en faisant varier la part de l'emploi dans les différents secteurs économiques (Bryden et Hart, 2004 ; McDonagh *et al.*, 2015). Par ailleurs, ils accusent ou atténuent les effets sociaux de la crise économique (Hochedez et Mialocq, 2015), qui s'expriment notamment par le

niveau du chômage, mais qui sont aussi perceptibles à l'évolution des comportements démographiques, migratoires en particulier (Shucksmith *et al.*, 2005). Enfin, ils déterminent les dynamiques territoriales en cours, en favorisant ou en paralysant l'intégration socioéconomique des espaces ruraux (Kull, 2016). Parce qu'il est sélectif, ce processus d'intégration tend à produire une trame territoriale très hétérogène.

Dans cet article, il est question de renouveler et réinterpréter la lecture de la recomposition rurale, dans ses formes les plus variées, par une analyse comparative à l'échelle de trois pays de l'Europe: la France, l'Espagne et l'Italie. Plus largement, le propos est de mesurer la part des facteurs endogènes et exogènes explicatifs de la recomposition rurale contemporaine en présentant un travail de cartographie statistique multivariée à l'échelle des départements ou provinces rurales ([nomenclature des unités territoriales statistiques] NUTS 3) qui rendra compte de la complexité et de la différenciation spatiale des formes d'intégration socioéconomique des territoires ruraux. Comment celles-ci se traduisent-elles spatialement et quelles formes prennent-elles selon la nature des espaces ruraux régionaux et selon leur lien à la ville? Quelles sont alors les logiques socioéconomiques qui fondent cette structure territoriale en mosaïque? Comment se distinguent-elles les unes des autres, et permettent-elles d'identifier des types de ruralité?

Cet article est structuré en trois parties, qui correspondent aux trois étapes méthodologiques de l'étude. Dans la première partie, le travail impose de définir méthodologiquement la notion de « région rurale » plus opératoire. Sans revenir sur les différentes classifications existantes (Eurostat, Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], etc.) largement critiquées pour leur faible prise en compte de la forte hétérogénéité des structures régionales (poids des villes par rapport aux campagnes, concentration ou diffusion du peuplement rural, etc.), nous proposons de construire une typologie rendant compte des différents degrés des ruralités régionales. Dans un second temps, et toujours à cette échelle régionale, nous proposons de lire, par des traitements statistiques univariés, les différentes formes prises par la renaissance rurale. Inspirés d'une méthode mise en place par Kendall et Pigozzi en 1994, nous entendons élaborer une série de typologies démographiques et socioéconomiques. Enfin, dans une dernière partie, pour évaluer la part des facteurs endogènes et exogènes explicatifs de la recomposition rurale contemporaine, nous discuterons les différentes formes de la renaissance rurale au prisme des différents degrés de ruralité régionale. Les régions rurales faiblement marquées par le fait urbain connaissent-elles des processus de revitalisation? Si oui, quelles formes ceux-ci prennent-ils?

## **Des degrés différenciés de ruralité régionale**

Une étude à l'échelle régionale sur la renaissance rurale impose d'abord de délimiter ce qu'on entend par région rurale. Depuis le début des années 1990, l'OCDE et Eurostat proposent une série de classifications fondées avant tout sur la densité démographique, avec le seuil de 150 hab./km<sup>2</sup> en dessous duquel une région est définie comme rurale. Sans revenir sur ces différentes classifications, dont l'utilisation manque de précision et pose de sérieux problèmes méthodologiques (agglomération dans une même catégorie de régions aux structures démographiques différentes, non prise en compte

du poids joué par les villes, etc.), nous avons choisi de déterminer, selon la même méthodologie en France, en Espagne et en Italie, cinq degrés de ruralité des régions NUTS 3 à partir des structures de peuplement et du rapport aux villes (figure 1).

## **Méthodologie : construction typologique des degrés de ruralité régionale**

En nous appuyant sur une méthode déjà éprouvée (Chevalier *et al.*, 2010), nous proposons de combiner à la fois des questions de densité démographique et de représentativité spatiale du rural par rapport à l'urbain dans chaque entité NUTS3. Pour éviter les biais statistiques dans les différents calculs de corrélation, les unités NUTS3 qualifiées d'urbaines par Eurostat (+150 hab./km<sup>2</sup>) sont exclues de l'analyse et ne sont pas prises en compte dans les calculs. Ce sont alors 226 entités NUTS3 qui sont analysées, pour des années de référence homogènes (2014) au moyen de différents critères réunissant des préoccupations à la fois de densité démographique (données Eurostat harmonisées sur la base des recensements nationaux aux échelles d'unités administratives locales [LAU4]) et de répartition de population en termes de concentration et de dispersion.

Le caractère plus ou moins rural au niveau NUTS3 (départements français et provinces espagnoles et italiennes) est déterminé en fonction d'entités de niveau inférieur (LAU4). Nous avons ensuite déterminé comme ruraux, les entités LAU4 des départements et provinces principalement ou majoritairement ruraux (voir définition de l'OCDE, 1994) dont la densité de population est inférieure à 150 hab./km<sup>2</sup>.

À partir de ces critères, quatre indicateurs sont calculés et appliqués aux espaces NUTS3:

Deux indicateurs démographiques :

- l'indicateur pctPOPR concerne la part de population rurale, calculée selon la formulation suivante : population des entités LAU4 rurales \* 100/population totale de l'entité NUTS3 ;
- l'indicateur DENSDEMR est celui de la densité démographique rurale pour représenter le peuplement. Il correspond au rapport entre la population des entités LAU4 rurales sur la somme des superficies de ces entités au niveau NUTS3, exprimée en hab./km<sup>2</sup>.

Deux indicateurs spatiaux :

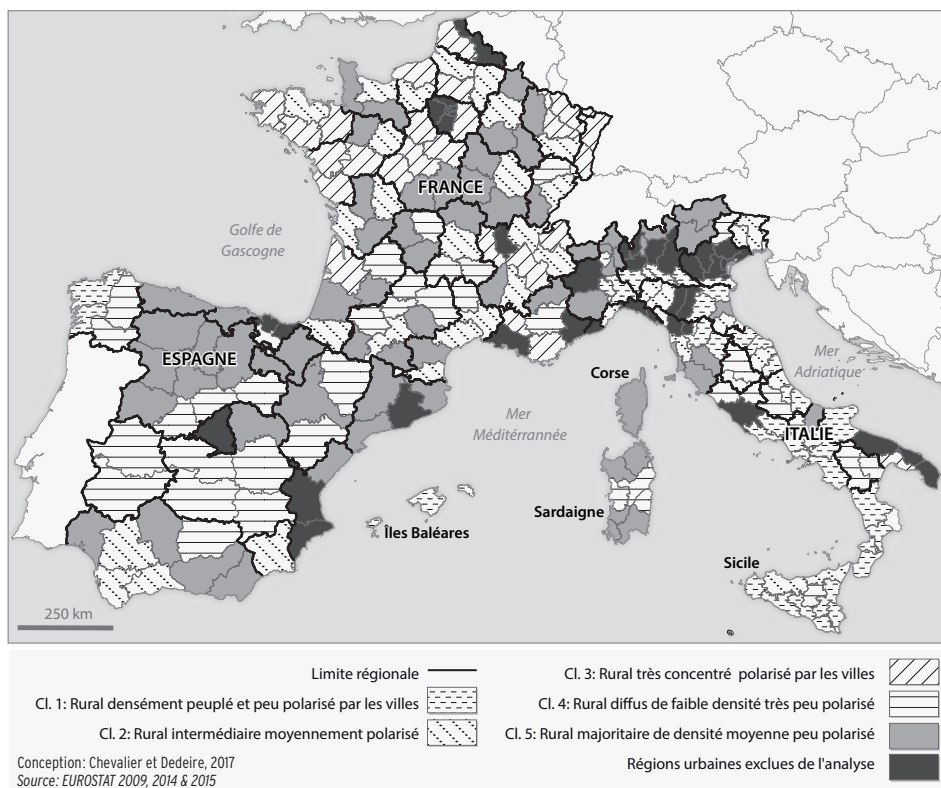
- l'indicateur NCRsCTOT est un rapport qui traduit la ruralité au niveau NUTS3 en utilisant le rapport suivant : nombre de communes rurales/nombre total de municipalités de l'entité NUTS3 ;
- le dernier indicateur pctSURFCR doit nous permettre de connaître l'emprise spatiale de la ruralité et se combinera également avec les trois autres indicateurs : il s'agit du pourcentage de la surface des communes rurales sur la superficie totale de l'entité NUTS3. En d'autres termes, c'est le total des superficies des communes rurales \* 100/superficie NUTS3.

À partir de ces quatre indicateurs, il s'agit ensuite de proposer une répartition des entités NUTS3 en un certain nombre de classes intrinsèquement homogènes et

suffisamment distinctes les unes des autres. Pour ce faire, nous avons choisi la méthode dite *hybrid clustering* ou classification mixte (Lebart *et al.*, 1997) dont l'objectif est de maximiser les variances interclasses, tout en minimisant les variances intraclasses. Cette méthode propose alors de combiner les deux méthodes de classification classique : classification ascendante hiérarchique (CAH) et classification autour de centres mobiles (CCM), afin d'atténuer les inconvénients propres à chaque méthode. Ces inconvénients sont, pour la CAH, la perte de ressemblance au fur et à mesure des agrégations, et pour la CCM, l'obligation de fixer *a priori* le nombre de classes, ainsi qu'une partition dépendante des centres initiaux choisis.

Le croisement des quatre indicateurs définis ci-dessus ont permis l'établissement de cinq classes de structures rurales régionales.

**Figure 1 Les degrés de ruralité régionale**



### La classe 1: un rural densément peuplé et peu polarisé par les villes

Il s'agit là d'un cas de rural très densément peuplé, puisque la densité de population est très largement supérieure à la moyenne (+10 par rapport à une moyenne de 42,5 hab./km<sup>2</sup>). Il est spatialement très étendu, comme l'attestent les proportions moyennes en termes de nombre et de superficie des municipalités rurales dans les entités NUTS3. Cette étendue du rural s'ajoute au fait que celui-ci est largement majoritaire dans les régions faiblement polarisées par les villes.

Cette classe est celle qui comporte le moins d'effectifs (18,6%) puisque quasiment aucun territoire n'est concerné en France et en Espagne, excepté le territoire de Belfort et deux régions de Galice. Par contre, en Italie, cette classe se retrouve dans le sud de la Sicile, en Calabre, sur le littoral adriatique et dans une partie du Piémont.

## **La classe 2 : un rural intermédiaire moyennement polarisé**

Cette seconde classe se distingue par ses valeurs plus proches de la moyenne que les autres, puisqu'aucun des indicateurs ne se détache réellement comme dans les autres classes (entre -0,7 et -4,1 d'écart par rapport à la moyenne). Il s'agit d'un rural relativement diffus et moyennement polarisé par les villes, mais avec une densité démographique bien plus faible que dans la classe 1. Nous sommes donc davantage ici dans un cas de «rural intermédiaire», ni très urbain, ni très rural. C'est un modèle qui est relativement présent en France, aussi bien dans le Gard, l'Hérault et la Savoie que dans une partie du nord-ouest (Côte-d'Or, Côtes d'Armor, Calvados, Picardie, etc.). Par contre, il ne concerne qu'une dizaine de provinces en Italie, dont le nord de la Sicile ou Pise, et seulement trois en Espagne (notamment en Andalousie).

## **La classe 3 : un rural très concentré polarisé par les villes**

Nous sommes ici devant un cas de rural exclusivement français (à l'exception de la région de Potenza, dans le sud de l'Italie) dont le modèle est à rapprocher de celui de l'ouest du pays. En effet, le rural est ici plutôt densément peuplé (davantage que celui de la classe 2 : +2,8 par rapport à la moyenne), mais plus concentré que dans la classe 1. La part du rural est également un peu moins importante que dans la classe 1, ce qui s'illustre aussi par une géographie rurale de bourgs et de petites villes (Croix, 2000). On retrouve donc aussi bien ce modèle dans l'Isère que dans le Var, mais également dans une vingtaine de départements, aussi bien en Alsace qu'en Lorraine, mais surtout sur la façade atlantique, la Bretagne et autour de la région parisienne (Loiret, Seine-et-Marne, Oise). Il s'agit de la classe dont les effectifs sont les moins nombreux (11,6%).

## **La classe 4 : rural diffus de faible densité, très peu polarisé**

Dans cette quatrième classe, le rural est beaucoup plus diffus, c'est-à-dire très peu dense et fortement étendu (mais un peu moins que dans la classe 5). Il est donc fortement représentatif de l'entité spatiale, ce qui lui confère une place de poids, largement supérieure à celle de la ville. Ceci est illustré par la très forte part de la population rurale (largement supérieure à la moyenne et aux autres classes : +10,2), mais également la proportion des communes rurales, à la fois en nombre et en superficie (respectivement +6,4 et +6 par rapport à la moyenne).

Cette emprise du rural se constate dans une zone assez homogène autour du Massif central et des Causses, en France (Lozère, Cantal, Tarn et Garonne, Creuse, etc.), mais également dans toute la partie au centre de l'Espagne (Castille-La Manche, Extrémadure, certaines municipalités des régions Aragon et Castille-et-Léon). De même, en Italie, cette classe marque le cœur de la Sardaigne et la région de Basilicata.

## **La classe 5 : un rural majoritaire de densité moyenne, peu polarisé**

Cette dernière classe constitue, là aussi, un cas de rural diffus, dont la différence majeure avec la classe précédente réside dans une part moindre de la population rurale dans l'entité NUTS3 (+1,7 d'écart seulement avec la moyenne), mais une densité démographique supérieure (+6,3).

## **Différentes formes de la renaissance rurale**

La seconde partie de cet article constitue le cœur de notre contribution. Il s'agit maintenant, par une combinaison d'indicateurs statistiques et de traitements univariés, d'établir les différentes formes prises par le processus de la renaissance rurale. Inspirés de la méthode mise en place par Kendall et Pigozzi en 1994, nous proposons d'élaborer une série de typologies socioéconomiques des régions NUTS3 rendant compte des multiples facettes de la recomposition rurale : une typologie des fonctions socioéconomiques (typologie 1), une typologie des dynamiques sociodémographiques globales (typologie 2), une typologie du degré d'intégration économique des régions aux économies nationales (typologie 3).

## **Méthodologie : approches typologiques des formes de la renaissance rurale**

Nous menons différentes analyses permettant, d'une part, de sélectionner les variables socioéconomiques les plus pertinentes et, d'autre part, de déboucher sur une classification des différentes régions à partir d'une méthode statistique de classification mixte. Avec des données économiques, sociodémographiques et d'informations relatives à la fonction résidentielle (tableau 1) est déterminé un profil type des régions, à la fois structurel et dynamique. Ensuite, sont calculés les différents écarts types à la moyenne nationale pour chacune des entités rurales NUTS3. Ce calcul permet alors, par un traitement statistique, de comparer les différentes situations par rapport aux moyennes des pays (niveau national) (hors entités urbaines) et de déterminer les différents degrés de spécialisation de chaque région. Chaque situation donne lieu ensuite à une classification aboutissant à une typologie.





**Tableau 1 Approches typologiques des formes de la renaissance rurale**

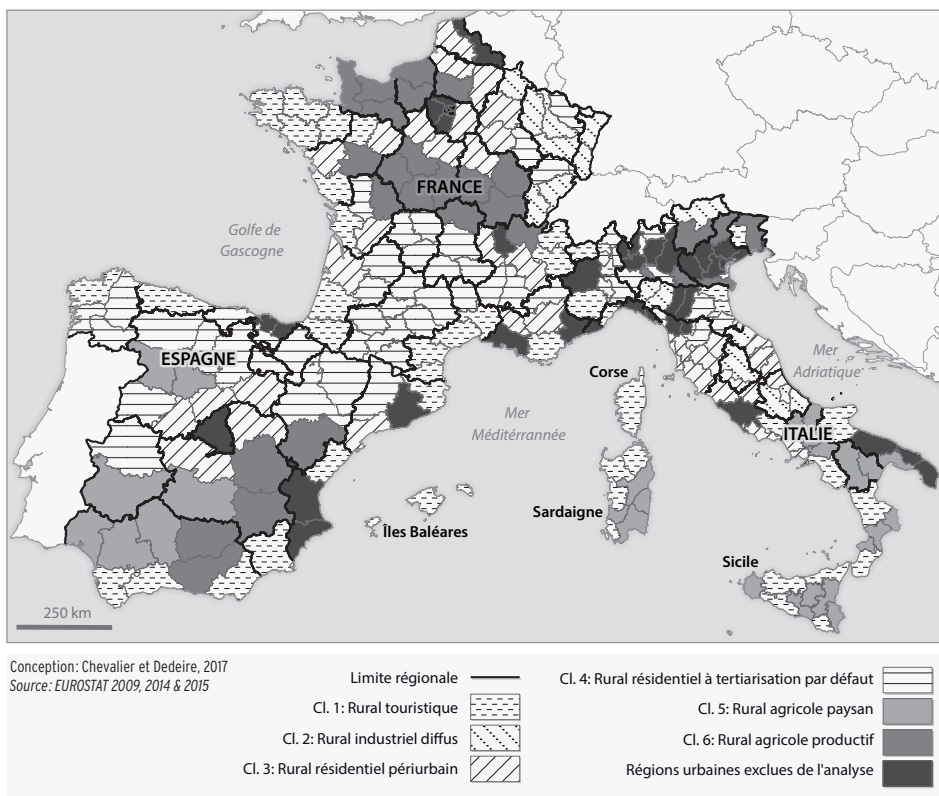
Variables Eurostat	Approche typologique	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Emploi tertiaire (2014)</li> <li>- Valeur ajoutée brute (VAB) tertiaire (2014)</li> <li>- Emploi au lieu de résidence (2014)</li> <li>- Emploi au lieu de travail (2014)</li> <li>- Emploi dans le secteur touristique (2014)</li> <li>- Emploi secondaire (2014)</li> <li>- VAB secondaire (2014)</li> <li>- Emploi primaire (2014)</li> <li>- VAB primaire (2014)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Classe 1 : Rural touristique</li> <li>- Classe 2 : Rural industriel diffus</li> <li>- Classe 3 : Rural résidentiel périurbain</li> <li>- Classe 4 : Rural résidentiel à tertiarisation par défaut</li> <li>- Classe 5 : Rural agricole paysan</li> <li>- Classe 6 : Rural agricole productif</li> </ul>	<p>Typologie des fonctions rurales dominantes</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accroissement naturel (2014)</li> <li>- Solde migratoire (2014)</li> <li>- Variation de population (2008-2014)</li> <li>- Évolution taux de chômage (2008-2015)</li> <li>- Taux de chômage (2015)</li> <li>- PIB/hab. (2014)</li> <li>- Évolution PIB/hab. (2008-2015)</li> <li>- Part des transferts sociaux (chômage/ revenu de solidarité active [RSA]) dans les revenus (2014)</li> <li>- Part des transferts sociaux (retraites/adultes handicapés) dans les revenus (2014)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Classe 1 : Rural en dépeuplement et appauvri</li> <li>- Classe 2 : Rural en renouveau démographique, mais économiquement appauvri</li> <li>- Classe 3 : Rural en renouveau démographique et en croissance économique</li> <li>- Classe 4 : Rural en revitalisation démographique et en regain économique</li> <li>- Classe 5 : Rural en revitalisation démographique, mais en précarisation socioéconomique</li> </ul>	<p>Typologie des dynamiques démographiques et socioéconomiques</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Évolution VAB tertiaire (2009-2014)</li> <li>- VAB tertiaire (2014)</li> <li>- Évolution solde migratoire (2009-2014)</li> <li>- Évolution VAB primaire (2009-2014)</li> <li>- VAB secondaire (2014)</li> <li>- VAB primaire (2014)</li> <li>- Évolution VAB primaire (2008-2014)</li> <li>- Rapport revenus au lieu de résidence/lieu de travail</li> <li>- Part des transferts sociaux (chômage RSA) dans les revenus (2014)</li> <li>- Part des transferts sociaux (retraites) dans les revenus (2014)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Classe 1 : Intégration sous l'influence urbaine</li> <li>- Classe 2 : Intégration sous dépendance de transferts sociaux</li> <li>- Classe 3 : Marginalisation par dépendance aux transferts sociaux</li> <li>- Classe 4 : Intégration par maintien ou spécialisation de l'activité industrielle</li> <li>- Classe 5 : Intégration par spécialisation agricole et résidentielle</li> <li>- Classe 6 : Intégration par diversification économique</li> </ul>	<p>Typologie de l'intégration économique et sociale</p>

Conception: Chevalier et Dedeire, 2017

## Un rural aux fonctions socioéconomiques différenciées

Les territoires ruraux des trois pays se distinguent d'abord par le profil de leurs activités économiques. En effet, la distribution de l'emploi dans les différents secteurs de l'économie locale exprime une diversité structurelle et dynamique qui relativise le poids de l'agriculture. Toutefois, les campagnes de l'Europe occidentale et méditerranéenne demeurent encore majoritairement agricoles, surtout si l'on considère l'extension spatiale des régions où la part de l'emploi primaire est encore supérieure aux moyennes nationales européennes (classes 5 et 6) et les valeurs régionales de la production agricole. Ces deux variables (charge humaine agricole et valeur de la production) déterminent toutefois deux types de ruralité : une ruralité paysanne (classe 5) où les actifs agricoles dominent largement d'un point de vue quantitatif dans les structures sociales régionales ; et une ruralité plus agricole (classe 6), souvent marquée par des faibles charges humaines, mais avec une valeur de la production agricole maximale. L'adaptation des structures agricoles aux exigences des marchés, en matière de coût et d'intensité de la production, se traduit souvent par un important délestage de la main-d'œuvre vers d'autres secteurs d'activité.

**Figure 2 Typologie des fonctions socioéconomiques rurales dominantes**



En Italie orientale, les plaines et les collines du nord, mais aussi toute une partie des Pouilles, présentent des taux d'actifs agricoles plus de deux fois supérieurs à la moyenne des pays étudiés réunis.<sup>1</sup> Il en est de même dans la région de Valence, en Espagne (11,3%), et dans le sud-ouest de la France, dans la partie méridionale de la grande plaine du Bassin aquitain, ainsi que dans la basse vallée du Rhône (15,4%). En Italie comme en Espagne, les régions agricoles sont avant tout des régions paysannes qui portent de fortes densités de peuplement : depuis la Sicile et la Calabre jusqu'à la Basilicate, en passant par la Sierra Nevada andalouse, l'agriculture occupe la majorité de la population active (39,2%) dans le cadre de structures de propriété et d'exploitation très émiettées. En Catalogne et dans les autres régions du pourtour méditerranéen, comparativement, les densités agricoles s'effondrent et les disproportions sont moins flagrantes, mais dans une grande partie méridionale du Massif central français, comme dans Alpes méridionales et orientales, l'emploi dans le secteur primaire mobilise encore entre le cinquième et le quart de la population active. Au total, l'emploi agricole domine en termes relatifs ou absolus dans près du quart des régions rurales de chacun des pays. Les écarts à la moyenne sont très marqués, mais le poids relatif de l'agriculture dans l'économie locale est extrêmement variable d'un pays à l'autre (Bryden et Hart, 2004) et les contrastes d'effectifs sont vifs entre la *ruralité paysanne* (classe 5) (forte charge d'actifs agricoles) de l'Espagne et de l'Italie méridionale et la *ruralité agricole* (classe 6) (forte valeur de la production et faible charge d'actifs) des plaines du nord de l'Italie ou de la France septentrionale, ce qui renvoie à la fois à la diversité des héritages structurels et au mode d'adaptation et d'insertion de l'économie agricole. Dans la plupart de ces régions, les conditions naturelles favorables ont permis l'extension maximale des superficies cultivées, avec une orientation des systèmes de culture faisant alterner bassins céréaliers, bassins laitiers et autres bassins spécialisés de production, comme la viticulture et l'arboriculture.

Parallèlement, nombreuses sont les régions rurales dans lesquelles la part de l'emploi dans le secteur secondaire pèse comparativement plus lourdement qu'ailleurs. La situation est complexe et la stratification des héritages territoriaux oblige à distinguer les espaces traditionnels de double activité et d'industrie diffuse des espaces ruraux soumis aux effets de l'industrialisation des structures économiques régionales comme celles qu'on peut voir dans les piedmonts septentrionaux italiens (classe 2). Les premiers caractérisent la plus grande partie de la moyenne montagne française, en particulier le massif du Jura et des Vosges. Plus de 30% de la population active y travaille encore dans le secteur industriel dans des branches aussi diverses que le textile, la plasturgie, le bois, la verrerie et la mécanique de précision. La situation est tout à fait comparable dans le nord de la France où des activités industrielles anciennes, largement dynamisées ou reconverties par de nouveaux investissements nationaux ou étrangers, mobilisent encore près de 36% de la main-d'œuvre locale dans la petite métallurgie, la plasturgie et, plus largement, l'artisanat. De même, en Italie, l'emploi industriel concerne près de la moitié de la population active (46,3%) dans les régions rurales du nord du pays au contact des frontières suisse, slovène et autrichienne, ainsi que dans les vallées et les bassins de la dorsale montagneuse du nord-est du pays (Apennins et Ombrie/Marche).

1 Toutes les données chiffrées de ce paragraphe correspondent aux moyennes des catégories formées par les opérations du traitement statistique multivarié.

Dans ces campagnes italiennes de fortes densités, les régions de plateau de vieille tradition artisanale-industrielle, irriguées aujourd'hui par les capitaux étrangers, se différencient néanmoins des grands bassins industriels situés dans le piedmont, dans les régions métropolitaines de Turin et de Milan, et développés par la diffusion de l'industrie urbaine, où la spécialisation par branches (sidérurgie, carbochimie, industrie automobile) et le mode de diffusion de l'emploi industriel tendent à structurer quasi exclusivement l'économie et la société locales sur le modèle de véritables campagnes industrielles (forte main-d'œuvre industrielle, plus de 50% en moyenne, et surtout forte valeur de la production). On retrouve ces campagnes de manière très caractéristique dans la Haute-Vallée du Pô, en Italie, mais aussi dans l'est du territoire français (Jura). Dans ces régions, l'importance de l'emploi secondaire est fortement liée à la dynamique industrielle urbaine. En Espagne, les effectifs industriels des campagnes (autour 18% de la population active) procèdent pour la plupart des orientations de la planification régionale, autant dans les branches de l'industrie lourde sur le littoral méditerranéen (Catalogne Nord) que dans les filières agro-industrielles dont les unités de production s'égrènent dans les bourgs et les petites villes des vallées de l'Èbre et de la Jucar (région de Valence). Les activités industrielles structurent donc une partie non négligeable des économies rurales.

Certains profils d'activités minorent l'importance des fonctions agricoles ou industrielles et enregistrent indirectement la part prépondérante des activités de services. Cette dernière souligne d'abord les effets de la concentration touristique sur l'emploi local: 48,7% des emplois dans les espaces littoraux et insulaires de la Méditerranée espagnole relèvent du secteur tertiaire (Blázquez, 2013); la proportion est comparable en Italie dans les régions riveraines de l'Adriatique (Vénétie, Abruzzes). Ici, la part de l'emploi tertiaire et le volume des nuitées touristiques (entre 15 000 et 24 000 annuellement) sont fortement corrélés, et cette corrélation isole un rural de type *touristique* (classe 1). Les contraintes du maillage statistique tendent néanmoins à exagérer l'extension spatiale des effets sur l'économie rurale d'une activité de type balnéaire, qui concentre les emplois essentiellement dans les stations littorales et dans certains pôles de très forte concentration (Venise). La diffusion de l'activité touristique est plus sensible dans certaines régions «d'arrière-pays» du Périgord, en France, et dans les massifs andalous et toscans où la fréquentation est suffisamment élevée (plus de 5000 nuitées annuelles) pour modifier la structure de l'emploi des régions rurales.

La tertiarisation du profil d'activités est ensuite liée à la proximité urbaine et à l'étalement résidentiel: Madrid, Rome, Turin, Milan, Barcelone, ou encore Paris. Autour des capitales et des principales agglomérations se sont formées des couronnes périurbaines, plus ou moins étendues, plus ou moins continues, où se localisent des activités de services les plus diverses. Elles dépendent du niveau de métropolisation, qui se mesure à la part tenue par le secteur des services aux entreprises par rapport à celle des activités commerciales et des services rendus aux populations, et qui révèle d'ailleurs des contrastes marqués entre les capitales centre-européennes.

Mais partout dans ces campagnes *périurbanisées* ou plus justement *sous influence urbaine* (classe 3), la part de l'emploi agricole a régressé pour tendre vers les seuils planchers du niveau national (0,8% en Île-de-France; 1,8% en Catalogne et dans la Castille madrilène, 2,1% dans le Latium et en Lombardie), tandis que la part de l'emploi industriel se maintient et se différencie d'un pays à l'autre en fonction du système productif en place et de la structuration de l'économie urbaine (39,8% en



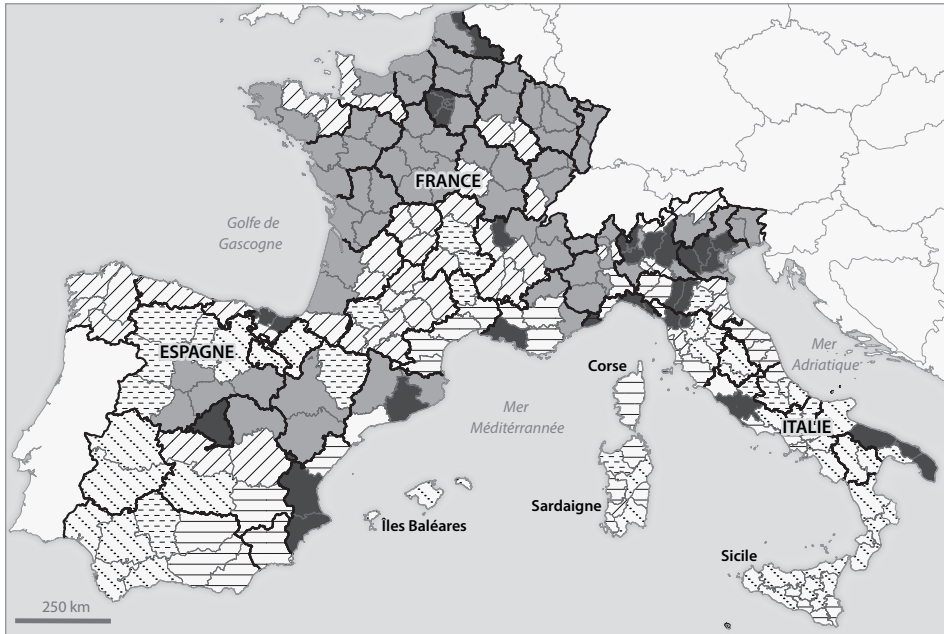
Île-de-France, 42% en Lombardie, 46% en Catalogne). Enfin, le profil d'activités peut s'affirmer nettement tertiaire dans un certain nombre de régions rurales pourtant éloignées des grandes agglomérations et dénuées de réseau urbain particulièrement étoffé ou hiérarchisé. Dans la France du centre ou en Bretagne, la tertiarisation de l'emploi est poussée vers les maximums nationaux (entre 65 et 70%), tout comme en Galice (54%), en Nouvelle Castille dans la Maceta espagnole (71%) et dans les plateaux de Campanie centrale. La tertiarisation apparente de l'économie s'y réalise souvent *par défaut* (classe 4) et traduit surtout la déprise globale des activités rurales. Les emplois de l'administration, le commerce de détail et les emplois aidés des programmes sociaux forment un secteur tertiaire d'accompagnement très hétéroclite qui parvient à peine à amortir les effets de la crise. Dans des régions comparativement plus urbanisées et industrialisées, comme le bassin industriel du nord-est de la France ou le Pays basque espagnol, la part relative des emplois tertiaires (63,4% en Champagne-Ardenne, 65% au Pays basque) progresse également en raison d'une importante régression de l'activité économique depuis plus de 30 ans et du délestage de main-d'œuvre consécutif à l'adaptation des activités les plus performantes ou les plus résistantes.

L'orientation du profil d'activités exprime donc la différenciation régionale des fonctions socioéconomiques des espaces ruraux. Cette différenciation se fonde sur des héritages territoriaux contrastés, mais elle procède également de l'évolution des structures économiques régionales dans le contexte de la mondialisation de l'économie.

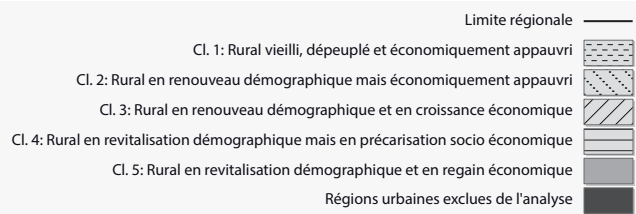
### **Crise et prospérité relative des régions rurales**

Les différents diagnostics nationaux établissent un lien de cause à effet entre la mobilité résidentielle et l'amélioration de la situation de l'emploi dans les campagnes européennes. Le fait peut cependant être nuancé par une analyse statistique multivariée qui examine les dynamiques de l'emploi local, mais distingue plusieurs stades de repeuplement (Hirczak *et al.*, 2011). En effet, le *chômage* fait désormais partie de la ruralité, et la distribution géographique de sa variation isole des auréoles relatives de prospérité et de véritables poches de pauvreté. L'évolution des comportements démographiques modifie la répartition et les structures du peuplement: ces comportements tendent à opposer un rural *répulsif* parce que dépeuplé et vieilli (classe 1) à un rural *attractif* devenu résidentiel et plus dynamique (par exemple, la classe 4)

**Figure 3 Typologie des dynamiques socioéconomiques et démographiques**



Conception: Chevalier et Dedeire, 2017  
Source: EUROSTAT 2009, 2014 & 2015



Le croisement des variables démographiques distingue plusieurs stades de repeuplement rural qui se répartissent en deux grandes catégories. La première concerne les régions rurales revitalisées (classe 4 et 5).<sup>2</sup> Il s'agit de campagnes en croissance démographique et généralement rajeunies. L'apport migratoire contribue au rajeunissement structurel de la population rurale et autorise l'inversion positive du solde naturel. Les cantons de la seconde catégorie (classes 2 et 3) sont encore en voie de renouveau démographique.<sup>3</sup> La croissance de la population procède presque exclusivement de l'excédent migratoire et la structure par âge traduit la part relativement importante des personnes âgées (Dedeire *et al.*, 2011).

Par contre, la relation entre le repeuplement et les dynamiques économiques se présente de manière plus complexe. Les campagnes revitalisées sont, pour une part seulement, des campagnes épargnées par les difficultés de l'emploi et de l'économie (classe 5). En périphérie des principales agglomérations ou les régions maillées par

2 La revitalisation démographique est caractérisée par une évolution positive cumulée du solde migratoire et du croît naturel.

3 Le renouveau démographique est caractérisé par un simple repeuplement par solde migratoire compensant un croît naturel déficitaire.

un réseau urbain relativement dense (nord de l'Italie, bassin parisien et ouest de la France), les petites villes accueillent des activités économiques très diverses qui soutiennent le niveau de l'emploi et limitent le chômage dans la population active. Les autres (classe 4), plus nombreuses, connaissent au contraire une situation économique bien plus problématique. Même si les indicateurs démographiques restent aujourd'hui très positifs, l'élévation du taux de chômage et, surtout, des transferts sociaux dans le cadre de minima sociaux mettent la dynamique actuelle en question. Sur une grande partie des littoraux français, italien et espagnol, le marché local de l'emploi se montre incapable d'absorber l'arrivée massive et continue des jeunes actifs. Le chômage y est conjoncturel dans un contexte dynamique de développement de l'activité économique et de création d'emplois à un rythme soutenu. Le niveau du chômage est élevé (12% en moyenne, et jusqu'à 18% en Catalogne) et continue à croître fortement dans la période récente (+1,25% par an entre 2012 et 2015). La revitalisation démographique ne se traduit donc pas systématiquement par l'amélioration immédiate des conditions socioéconomiques de la population rurale.

Dans les campagnes en voie de renouveau démographique, la situation de l'emploi est également différenciée. La concentration des activités dans les agglomérations urbaines réduit les occasions d'emploi dans ces régions d'agriculture extensive, comme dans les Pouilles, en Sicile, et dans la Maceta espagnole (classe 2). Outre le déclin des industries diffuses, la croissance démographique (exclusivement par solde migratoire) tend le marché de l'emploi local, et les nombreux échecs en matière de création d'activités par de nouveaux arrivants accentuent la précarisation de la situation économique. À l'opposé, la situation économique peut s'améliorer et créer de l'emploi (par induction et consommation) dans des campagnes où le renouveau démographique est encore récent, comme dans l'ouest du Massif central français, en Galice et au Pays basque (classe 3). L'apport migratoire se compose en partie de flux de retraités (au fort pouvoir d'achat) qui, pour une part non négligeable dans certains territoires, sont originaires des pays du nord de l'Europe. Dans ces régions de faible densité, la croissance démographique est encore fragile même si les recensements enregistrent des excédents migratoires. Pourtant, la dynamique de l'emploi est positive et ne peut se réduire aux simples effets du repeuplement et de ses activités induites.

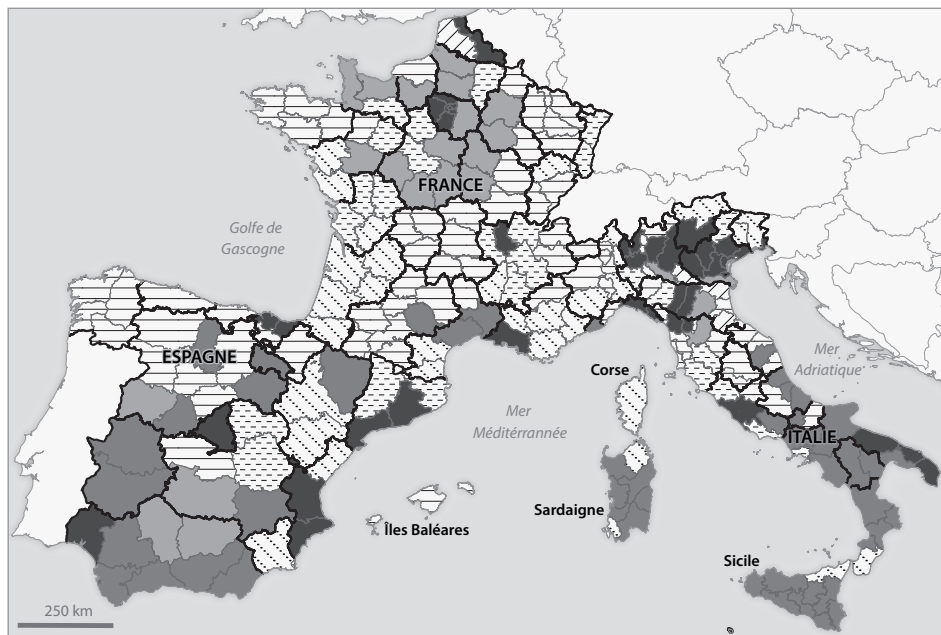
À l'opposé, quelques départements continuent de se dépeupler et de payer le prix fort de la modernisation des structures agricoles (classe 1). Les zones de dépression démographique et socioéconomique s'étendent principalement dans le Massif central français et les Abruzzes. Elles isolent parfois de véritables poches de pauvreté, tandis que l'orientation des flux migratoires désigne des régions de faible attractivité, sinon des secteurs devenus franchement répulsifs. La restructuration de l'économie locale a réduit l'activité à son plus bas niveau. Les revenus des ménages sont relativement bas et le niveau de vie des populations locales dépend souvent des programmes d'aide sociale ou de transferts sociaux (retraites et minima sociaux).

## **Dynamiques d'intégration socioéconomique**

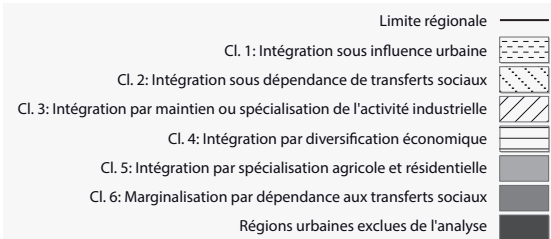
Le repeuplement n'induit pas nécessairement l'amélioration de l'emploi dans les zones rurales. Il ne détermine pas non plus les formes de structuration de l'économie rurale, qui demeurent d'une grande variété en raison de la singularité des trajectoires socioéconomiques locales. L'intégration des espaces ruraux dans l'économie globale

ne peut donc se réduire aux seuls effets induits de la mobilité résidentielle. Il est alors possible de caractériser le processus d'intégration par la mesure des performances des différents secteurs économiques et des transferts financiers. La part de la valeur ajoutée par secteur et sa progression, ainsi que la part des transferts sociaux liés à la retraite ou à l'inactivité forment des indicateurs qui nuancent « les effets positifs » de la renaissance rurale.

**Figure 4 Typologie des dynamiques d'intégration socioéconomique**



Conception: Chevalier et Dedeire, 2017  
Source: EUROSTAT 2009, 2014 & 2015



L'intégration sous influence urbaine, économiquement et démographiquement dynamique (classe 1) – La métropolisation et l'étalement périurbain entre les principales agglomérations transforment les fonctions des territoires ruraux dans le cadre d'un processus exogène d'induction économique. Le dynamisme de l'économie urbaine, la redistribution des activités dans l'espace urbain et l'extension résidentielle en périphérie induisent, dans les espaces ruraux en situation périurbaine, des activités nouvelles génératrices de revenus et d'emplois. Les surfaces commerciales, les commerces de détail, les services divers rendus aux populations dépendent tout à la fois des stratégies d'entreprises régionales et du fonctionnement des marchés de consommation à l'échelle de l'agglomération, et selon le niveau de métropolisation.





Les marchés urbains réorientent de la même façon les systèmes de cultures et de production agricole en fonction de la demande, privilégiant les systèmes de maraîchage dans l'ouest de la France et à l'est de Madrid, mais également certaines niches agricoles, comme les productions biologiques.

L'intégration sous dépendance de transferts sociaux, démographiquement et économiquement dynamique (classe 2) – Pour la plupart des régions littorales (Côte d'Azur, Costa Brava, Toscane, etc.), la création de richesse procède pour 60% du secteur tertiaire, particulièrement du secteur touristique, et pour près de 40% de transferts sociaux liés principalement aux allocations de retraite. Hormis les principales agglomérations, ce sont les territoires qui connaissent le plus fort taux d'accroissement démographique entre 2009 et 2015 (+3,98% en moyenne par an).

L'intégration par maintien ou la spécialisation de l'activité industrielle (classe 3) marquent très faiblement le territoire méditerranéen (quatre régions seulement). Il s'agit des seuls territoires où la création de richesse dans le secteur secondaire continue de progresser (+1,35% en moyenne par an). Cela témoigne encore des capacités d'adaptation des entreprises locales à un contexte global pourtant difficile qui pèse sur l'attractivité résidentielle, comme le montre l'affaiblissement de la croissance démographique (+0,09 par an en moyenne entre 2009 et 2015). En Lombardie et en Vénétie, près de la moitié de la richesse locale (44% en moyenne) vient toujours du secteur industriel. La situation est encore plus marquée dans le nord de la France, où cette richesse atteint près de 61%. Par contre, la part de la valeur ajoutée dans le secteur tertiaire ne s'élève qu'à 37% et progresse faiblement (+0,12% par an).

Pour une faible partie (seuls 10 départements ou provinces), les territoires tirent leur richesse économique de l'agriculture et de ses activités induites dans le secteur agroalimentaire et le résidentiel (classe 5). Dans les principaux bassins céréaliers de la région parisienne, le secteur représente encore plus de la moitié de la richesse produite (53% en moyenne en 2008) et progresse à un rythme soutenu (+1,98% par an en moyenne). Les performances de l'économie locale tiennent à l'encadrement des filières agroalimentaires, mais également à l'investissement des agriculteurs dans l'augmentation de la productivité du travail agricole, qui a conduit à la spécialisation de systèmes de culture et à la concentration des structures d'exploitation. La profession agricole joue véritablement un rôle moteur dans l'économie locale même si ses membres sont devenus minoritaires en raison des conséquences d'un repeuplement modéré qui se poursuit (+0,12% en moyenne par an).

Marginalisation par dépendance aux transferts sociaux (classe 6) – La dynamique d'intégration semble toutefois ignorer une partie des régions sud (Andalousie, Calabre, sud du Massif central français, etc.). La crise frappe durement les activités économiques, souvent peu modernisées, et entraîne le repli des sociétés locales qui demeurent à l'écart des principaux flux d'investissement. Le secteur agricole se remet difficilement de la restructuration des unités de production dans le cadre des politiques de modernisation agricole, tandis que les quelques petites entreprises implantées, soumises à de nouvelles normes de productivité et de rentabilité, ont un avenir incertain dans ces territoires relativement enclavés. Le sort des populations locales est alors souvent suspendu aux transferts sociaux, principalement des rentes de retraite et des minima sociaux.

Intégration par diversification des activités (classe 4) – La plupart des territoires ruraux se trouvent dans une situation ambiguë concernant leur mode d'intégration à l'économie globale. Dans cette catégorie, les services représentent les trois quarts de la richesse produite, mais leur valeur ne progresse pas plus que celle des autres secteurs de l'économie. De la même façon, la croissance démographique, encore importante, commence à peine à ralentir (+0,02% en moyenne par an pour 2001-2008) dans des régions d'arrière-pays qui présentent de faibles densités rurales. Paradoxalement, malgré la croissance démographique et son impact sur l'économie tertiaire locale, le PIB par habitant recule assez fortement depuis une dizaine d'années (-2,5%). Dans ces régions, de la Galice au Languedoc en passant par les Ardennes, la création de richesse procède pour 52% du secteur tertiaire, particulièrement du secteur des services à la personne, et pour près de 48% de transferts sociaux liés principalement aux allocations de chômage et des minima sociaux. La diversification des économies locales semble donc se réaliser par défaut.

## **Formes de recomposition rurale et degrés de ruralité régionale : des logiques endogènes aux logiques exogènes de la renaissance rurale**

Dans cette ultime partie, pour évaluer la part des facteurs endogènes et exogènes explicatifs de la recomposition rurale contemporaine, nous proposons de croiser et de discuter les différentes formes prises par la renaissance rurale (deuxième partie) au prisme des différents degrés de ruralité régionale (première partie), c'est-à-dire de polarisation des campagnes par les villes.

Dans un souci méthodologique, les trois typologies des formes de la renaissance rurale (fonctions socioéconomiques, dynamiques socioéconomiques et démographiques et formes d'intégration socioéconomique) sont croisées pour obtenir une typologie de synthèse (figure 5). Cette typologie a pour objectif de mettre en relation les processus dynamiques et les aspects fonctionnels des territoires ruraux, tout en y associant les questions d'intégration vues précédemment. C'est ce dernier élément qui est ensuite croisé et discuté avec les degrés de ruralité régionale (tableau 2).

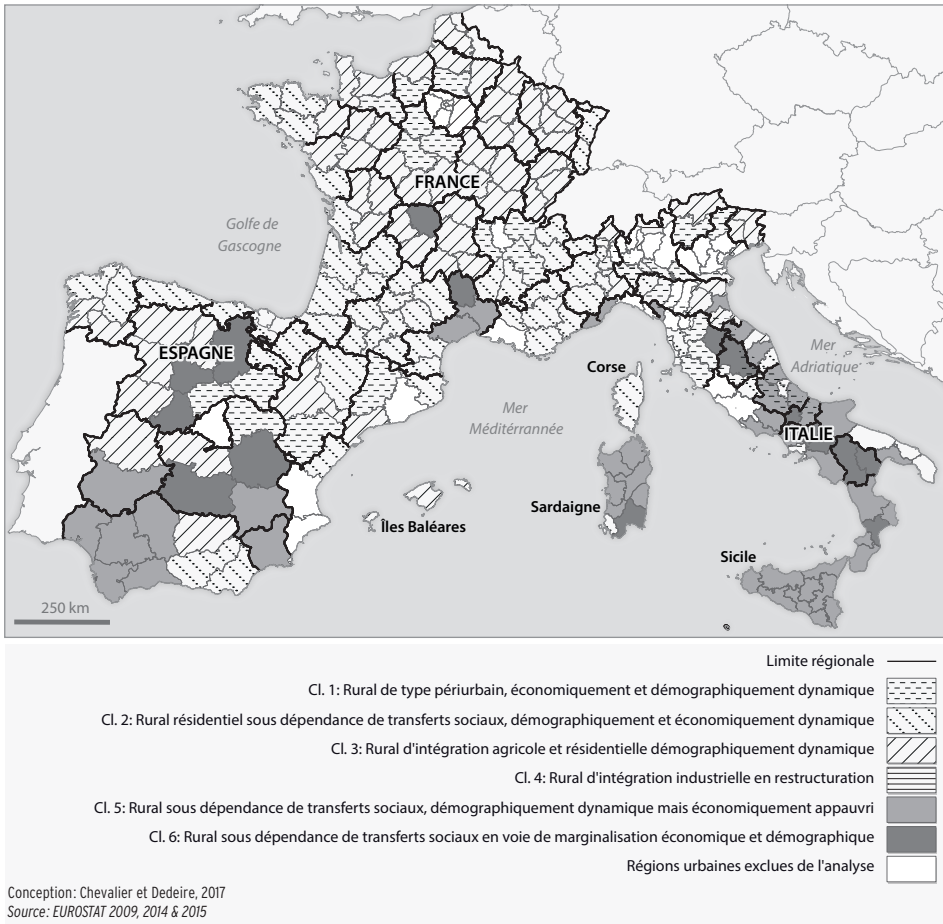


**Tableau 2 Répartition (en % du total de la classe) des entités NUTS3 de la typologie de synthèse en fonction de la typologie du degré de ruralité des régions NUTS 3**

		Degrés de ruralité régionale				
		Rural densément peuplé, peu polarisé par les villes	Rural intermédiaire, moyennement polarisé	Rural spatialement concentré, très polarisé par les villes	Rural diffus de faible densité, très peu polarisé	Rural majoritaire de densité moyenne, peu polarisé
Typologie des formes de recomposition rurale (typologie de synthèse)	Classe 1 : Rural de type périurbain, économiquement et démographiquement dynamique	3%	33%	51%	3%	10%
	Classe 2 : Rural résidentiel sous dépendance de transferts sociaux, démographiquement et économiquement dynamique	21%	12%	14%	21%	32%
	Classe 3 : Rural d'intégration agricole et résidentielle démographiquement dynamique	9%	41%	39%	6%	5%
	Classe 4 : Rural d'intégration industrielle en restructuration	1%	48,5%	50,5%	0	0
	Classe 5 : Rural sous dépendance de transferts sociaux, démographiquement dynamique, mais économiquement appauvri	37%	6%	5%	48%	4%
	Classe 6 : Rural sous dépendance de transferts sociaux, en voie de marginalisation économique et démographique	38%	3%	12%	21%	26%

Conception : Chevalier et Dedeire, 2017

Figure 5 Typologie de synthèse



Les départements ou provinces de la classe 1 sont de type périurbain, économiquement et démographiquement dynamiques. Ils sont à 51 % marqués par un rural spatialement concentré et fortement polarisé par les villes. Ils sont marqués à la fois par une démographie dynamique (croissance de la population par excédent naturel et excédent migratoire) et une intégration économique favorisée par une économie résidentielle, permanente ou temporaire, et tertiaire. Néanmoins, si la création d'activités est une des plus importantes des trois pays, elle n'est pas suffisante pour absorber une population active dont la croissance très importante explique l'existence d'un chômage structurel et endémique qui se maintient dans les moyennes nationales. Ces territoires se situent principalement à la périphérie des grandes agglomérations (Paris, Madrid, Lyon, Rome). S'ils sont très étendus autour des principales villes, leur ampleur n'est pas systématiquement liée à l'importance des pôles urbains, le fait périurbain s'exprimant dans tous les cas, et ce, même autour des villes petites et moyennes dans le nord de l'Italie. Dans ce cas, ce n'est pas tant la taille de l'agglomération qui constitue la variable la plus discriminante pour expliquer l'extension des périphéries périurbaines,

que la concentration urbaine des activités tertiaires et administratives dans des secteurs géographiques marqués par des densités démographiques et économiques relativement faibles (au regard des moyennes nationales).

La classe 2 caractérise des territoires sous dépendance de transferts sociaux, démographiquement et économiquement dynamiques. Ces territoires sont en général faiblement polarisés par les villes (32% sont dans du rural majoritaire de densité moyenne, 21% dans du rural densément peuplé et 21% dans du rural diffus). Leurs caractéristiques s'associent à la présence d'une économie résidentielle qui s'appuie sur une consommation locale stimulée par un pouvoir d'achat des ménages largement supérieur à la moyenne régionale. Concomitamment, cette économie résidentielle s'appuie aussi sur une économie présentielle, c'est-à-dire un moteur dont la consommation des ménages n'est pas liée aux seuls résidents du territoire, mais également aux personnes qui y sont présentes provisoirement (Davezies et Talandier, 2014). Elle intègre ainsi pleinement la présence touristique sur le littoral méditerranéen. Les performances du secteur tertiaire y sont liées au niveau de consommation d'une population généralement plus âgée que la moyenne régionale et à la fréquentation touristique, qui produit aussi de l'activité dans le secteur commercial. Par contre, l'économie induite dans le secteur des services s'affirme plutôt en fonction du tassement des autres secteurs de l'économie locale.

La classe 3 est déterminée par l'importance de la caractéristique agricole (en termes d'emploi ou de production), par un déficit naturel persistant, un solde migratoire légèrement positif et un chômage relativement faible, qui tend même à se réduire. Paradoxalement, on la trouve plutôt dans des régions moyennement ou fortement polarisées par les villes (41% dans du rural intermédiaire moyennement polarisé et 39% dans du rural spatialement concentré et très polarisé par les villes). L'agriculture (essentiellement de plaine) et les activités agro-industrielles y cohabitent avec une fonction résidentielle de plus en plus marquée en périphérie des villes. Il s'agit d'une classe relativement complexe qui, si elle repose sur une structure économique homogène (notamment par le poids de l'agriculture dans l'économie locale), est caractérisée par des dynamiques d'intégration économique plus disparates, souvent multifonctionnelles, combinant fonction résidentielle (surtout dans le bassin parisien), tourisme (dans la plaine du Pô) et, plus circonscrit aux plateaux castillans dans l'est madrilène, agriculture et agro-industrie.

La classe 4 est caractérisée par un rural plutôt de type industriel, en restructuration, au renouveau démographique certain, mais au taux de chômage encore significatif. Ce rural est très fortement lié à la ville. Même si l'industrie est le principal moteur de l'intégration économique, les départements y sont soumis à une diversification qui commence à s'imposer. Alors que dans les trois pays, cette classe est faiblement représentée, elle est surtout significative dans les régions encore industrielles de l'Italie (autour de Turin essentiellement) dont la recomposition économique s'appuie désormais sur un tissu de petites entreprises de sous-traitance.

La classe 5 correspond à des territoires en renouvellement démographique, attractifs et à économie résidentielle affirmée, mais très faiblement polarisés par les villes (48% sont du rural diffus de faible densité, très peu polarisé). Par contre, on y observe les taux de pauvreté les plus élevés de la zone (15,4%). Parallèlement, la part des bénéficiaires des minima sociaux (chômage et allocations sociales diverses) est trois fois supérieure à la moyenne régionale et tend même à s'accroître au cours des

cing dernières années. Même si le repli des activités traditionnelles est compensé partiellement par la progression des activités due à l'installation résidentielle, au vieillissement de la population locale et aux revenus de transfert, l'intégration à l'économie globale devient très fragile et reste très dépendante du niveau général des revenus d'une population qui se précarise nettement. Deux hypothèses peuvent être avancées : l'appauvrissement est le fait d'une population autochtone faiblement mobile, affectée par la crise des activités traditionnelles (agriculture, artisanat) ou de populations nouvellement installées, dont le projet économique et de vie (installation agricole, etc.) s'est soldé par un échec (Chevalier, 2005). Cette lecture de l'analyse statistique brosse le portrait pessimiste de ces territoires sud et justifie les politiques de redistribution des équipements et des services publics en milieu rural.

La classe 6 se compose d'un rural traditionnel, vieilli, souvent en crise démographique et sociale (exode rural). Sans surprise, il s'agit des régions dont le rural est largement majoritaire et peu ou pas polarisé. L'intégration économique est très faible tout comme la diversification des activités, encore marquées par l'empreinte agricole et une tertiarisation « par défaut ». Globalement, cette classe concerne les parties centrales des massifs montagneux et, plus ponctuellement, une partie de la Sardaigne et des Pouilles. Cette marginalisation par dépérissement des activités se manifeste également par le repli des sociétés locales sur la petite exploitation faiblement productive, comme en témoignent la part des micro-exploitations et le nombre d'actifs agricoles à l'hectare dans certaines régions qui ont finalement comme unique fonction celle de réservoir de populations migrantes.

## Conclusion

Comme nous l'avons vu, les dynamiques des territoires ruraux des trois pays étudiés s'accompagnent le plus souvent d'une mutation plus ou moins radicale des fonctions dominantes. Les résultats de cet essai de typologies invitent donc à une réflexion sur le contenu de la modernité rurale contemporaine, qui nuance la vision « d'une renaissance rurale » aux effets « positifs », uniforme et basée exclusivement sur le rôle joué par la ville.

Certes, les diagnostics des instituts nationaux de prospective territoriale insistent sur les effets de la croissance démographique, de la mobilité résidentielle et de la tertiarisation de l'emploi sur l'évolution de la société et de l'économie des espaces ruraux. Ils décrivent, entre autres, un processus de transformation en gradients par la diffusion spatiale périphérique des comportements et des modes de vie de type urbain. Ils établissent une hiérarchie implicite entre les niveaux de peuplement et entre les types de structuration de l'économie rurale. Au final, ils intègrent implicitement la notion de seuil dans la définition des politiques d'aménagement du territoire et conditionnent les équipements ruraux au niveau d'*urbanisation* des territoires locaux (Healey, 2004 ; 2006). Or, les dynamiques démographiques et socioéconomiques en cours ont tendance à dessiner un territoire rural en mosaïque. Les performances de l'économie locale sont en partie indépendantes des densités de peuplement, de la mobilité résidentielle d'origine urbaine et de ses activités induites. Les transformations contemporaines s'inscrivent en fait dans des trajectoires socioéconomiques locales qui révèlent des formes très diverses d'adaptation et de reconversion des activités rurales. Elles ne procèdent pas uniquement de logiques résidentielles. Elles s'appuient également sur l'implication des sociétés locales et sur la valorisation de ressources rurales. La « renaissance rurale » est donc différenciée et la ruralité moderne suppose l'ajustement des politiques d'aménagement régional. Là se trouve l'un des enjeux des nouvelles politiques rurales et des actions menées au niveau national.

## Bibliographie

- BERGER, Alain, CHEVALIER, Pascal et DEDEIRE, Marc (2005) *Les nouveaux territoires ruraux, éléments d'analyse*. Montpellier, Presses Universitaires de la Méditerranée.
- BLÁZQUEZ SALOM, Macià (2013) More villas and more barriers: Gentrification and the closure of rural land on Majorca. *Méditerranée*, n°120, p. 25-36.
- BRYDEN, John et HART, Keith (2004) *Why local economies differ? The dynamics of rural areas in the European Union*. Lewiston, Edwin Mellen Press.
- CHEVALIER, Pascal (2002) *Dynamiques tertiaires des espaces ruraux*. Montpellier, Presses Universitaires de la Méditerranée.
- CHEVALIER, Pascal (2005) Les nouvelles relation ménages/entreprises et les liens urbain/rural. Dans Samuel Arlaud, Yves Jean et Dominique Royoux (dir.) *Urbain-rural: nouveaux liens, nouvelles frontières*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 175-189.
- CHEVALIER, Pascal, DEDEIRE, Marc, GHIOTTI, Stéphane, HIRCZAK, Maud et RAZAFIMAHEFA, Lala (2010) L'espace rural euro-méditerranéen : approches méthodologique et typologique. *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 54, n°152, p. 291-312.
- CROIX, Nicole (2000) Des campagnes vivantes, un modèle pour l'Europe. Dans Nicole Croix (dir.) *Des campagnes vivantes un modèle pour l'Europe? Mélanges en hommage au professeur Jules Renard*. Nantes, Presses Universitaires de Rennes, p. 11-16.
- DATAR (DÉLÉGATION INTERMINISTÉRIELLE À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET À L'ATTRACTIVITÉ RÉGIONALE) (2012) La nouvelle typologie des campagnes françaises et des espaces à enjeux spécifiques (montagne et littoral). *Territoires en mouvement*, n°7, p. 6-13.
- DAVEZIES, Laurent (2009) L'économie locale « résidentielle ». *Géographie, économie, société*, vol. 11, n°1, p. 47-53.
- DAVEZIES, Laurent et TALANDIER, Magali (2014) *L'émergence de systèmes productivo-résidentiels. Territoires productifs? Territoires résidentiels: quelles interactions?* Paris, La Documentation française.
- DEDEIRE, Marc, RAZAFIMAHEFA, Lala, CHEVALIER, Pascal et HIRCZAK, Maud (2011) Dynamiques des espaces ruraux en France: vers un modèle des trajectoires démographiques? *Espace, Populations, Sociétés*, n°3, p. 521-537.
- DIRY, Jean-Paul (1999) *Les espaces ruraux*. Paris, Société d'édition d'enseignement supérieur.
- EUROSTAT (2009, 2014, 2015) *Base de données* [En ligne]. <http://ec.europa.eu/eurostat/fr/data/database>
- HEALEY, Patsy (2004) The treatment of space and place in the new strategic spatial planning of Europe. *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 28, n°1, p. 45-67.
- HEALEY, Patsy (2006) Territory, integration and spatial planning. Dans Mark Tewdwr-Jones et Philip Allmendinger (dir.) *Territory, identity and space: Spatial governance in a fragmented nation*. Londres, Routledge, p. 64-80.
- HIRCZAK, Maud, DEDEIRE, Marc, CHEVALIER, Pascal et RAZAFIMAHEFA, Lala (2011) Dynamiques rurales et trajectoires démographiques: comparaison France, Italie, Espagne. *L'information géographique*, vol. 75, n°2, p. 68-87.
- HOCHEDÉZ, Camille et MIALOCQ, Madeleine (2015) Précarités et marginalités en milieu rural. *Pour*, n°225, p. 19-25.

- INRETS (INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE SUR LES TRANSPORTS ET LEUR SÉCURITÉ) (2007) *Le périurbain. Quelle connaissance ? Quelles approches ? Espaces sous influence urbaine – Analyse bibliographique*. Lyon, Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques.
- KAYSER, Bernard (1990) *La renaissance rurale, sociologie des campagnes du monde occidental*. Paris, Armand Colin.
- KAYSER, Bernard, BRUN, André, CAVAILHÈS, Jean et LACOMBE, Philippe (1994) *Pour une ruralité choisie*. Paris, Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale et La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- KENDALL, Joan et PIGOZZI, Bruce W. M. (1994) Nonemployment income and the economic base of Michigan counties. *Growth and Change*, vol. 25, n°1, p. 51-74.
- KULL, Michael (2016) *European integration and rural development: Actors, institutions and power*. Londres, Routledge.
- LEBART, Ludovic, MORINEAU, Alain et PIRON, Marie-Paule (1997) *Statistique exploratoire multidimensionnelle*. Paris, Éditions Dunod.
- MATHIEU, Nicole (1990) La notion de rural et les rapports ville-campagne en France, des années 50 aux années 80. *Économie rurale*, vol. 197, n°1, p. 35-41.
- McDONAGH, John, NIENABER, Birte et WOODS, Michael (dir.) (2015) *Globalization and Europe's rural regions*. Londres, Routledge.
- OCDE (ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES) (1994) *Créer des indicateurs ruraux pour étayer la politique rurale. Rapport du Programme de développement rural*. Paris, Organisation de coopération et de développement économiques.
- PERRIER-CORNET, Philippe (2004) L'avenir des espaces ruraux français, dynamiques et perspectives des espaces ruraux français à l'horizon 2020. *Futuribles*, n°299, p. 77-98.
- SHUCKSMITH, Mark, THOMSON, Kenneth J. et ROBERTS, Deborah (dir.) (2005) *The CAP and the regions: The territorial impact of the Common Agricultural Policy*. Wallingford, Center for Agricultural Bioscience International Publishing.
- TERLUIN, Ida J. (2003) Differences in economic development in rural regions of advanced countries: An overview and critical analysis of theories. *Journal of Rural Studies*, vol. 19, n°3, p. 327-344.

